

L'étonnant choix de Jean-Paul Delevoye pour réformer les retraites



Jean-Paul Delevoye vient d'être nommé en Conseil des Ministres haut-commissaire à la réforme des retraites auprès de Mme Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé. Le choix de l'ancien président du CESE à ce poste a surpris...

Avec Éric
Verhaeghe

Depuis plusieurs semaines, on sait que la ministre de la Santé, qui est médecin, ne chapeautera pas la réforme systémique des retraites annoncée par Emmanuel Macron. Le principe d'une personnalité extérieure est acté depuis le début du quinquennat. Restait à savoir quelle serait la personnalité en charge du dossier.

Pisani-Ferry écarté du dossier

Pendant un temps, le nom de Jean Pisani-Ferry, qui fut patron de France Stratégie avant de rejoindre (tardivement) la campagne d'Emmanuel Macron dont il a assuré la coordination du projet, avait circulé pour occuper la fonction. Le bonhomme avait toutes les qualités techniques pour "faire le job". Finalement, il ne fait pas partie du casting final.

L'intéressé doit commencer à être habitué. Après son intervention dans la campagne, il était donné ministre du budget... avant de découvrir qu'il ne faisait pas partie du casting.

Delevoye et la souplesse

Un argument peut avoir pesé pour justifier l'éviction d'un Pisani-Ferry, celui du caractère éminemment politique du dossier des retraites. Mais c'est quand même là que le choix de Delevoye surprend.

D'une part, l'ancien président du CESE n'a pas jusqu'ici brillé par son extrême souplesse. Son recours régulier à la serpe pour réformer l'institution du palais d'Iéna lui a d'ailleurs valu une conjuration en bonne et due forme pour l'écarter de sa succession, au profit du patelin Bernasconi.

D'autre part, les incidents hebdomadaires causés par le piètre recrutement des députés En Marche laissent quand même perplexes. Delevoye était chargé du comité d'investiture. Entre les incidents liés à la sous-estimation (avérée ou imaginaire, au demeurant) du MODEM, et les gros ratés de certains choix, on peut se demander dans quelle mesure Emmanuel Macron ne prend pas un risque technique certain en confiant le dossier à l'ancien maire de Bapaume.

Mais la politique doit avoir ses raisons...